



« L'impératif participatif en procès ? Regards croisés sur les critiques de la participation »

23 mars 2012, Ehess, Paris

Journée d'études organisée par le GIS « Participation du public, décision, démocratie participative », le Centre d'études des mouvements sociaux, le Pacte et le Sophiapol

Appel à communications

La question de la démocratie participative est au cœur des mutations qu'a connues l'action publique depuis quelques décennies dans les démocraties occidentales. Dans un contexte de crise du gouvernement représentatif, la participation citoyenne aux négociations et aux débats publics, ainsi qu'aux processus d'expertise et de décision, fait désormais figure de norme ou d'impératif. S'est ainsi intensifié le recours à des technologies ou à des dispositifs ayant pour objectif d'impliquer davantage les citoyens dans la conduite des affaires qui les concernent, ceci dans un nombre croissant de domaines. Cette amorce d'institutionnalisation de la démocratie participative n'est cependant pas sans poser problèmes. À en particulier été questionnée son association avec une véritable dynamique de démocratisation. De fait, les ambivalences des formes participatives sont nombreuses. Des approches critiques issues de domaines variés dont la sociologie politique critique, les études de l'action collective ou les études sociales et culturelles des sciences et des techniques ont contribué à éclairer ces ambivalences, les rapportant par exemple aux mécanismes rigides de préservation du système politique, administratif et d'expertise face aux nouvelles formes de conflictualité sociale. Ces résultats de recherche, dont certains ont été particulièrement explorés et repris, ne constituent pourtant qu'une partie des réflexions menées à propos de la démocratie participative. L'objectif de cette journée est de questionner la portée des théories et approches critiques ayant pris pour objet les dispositifs contemporains de participation et de délibération, que ces approches disposent d'une forte assise académique ou qu'elles relèvent de pistes de réflexion plus exploratoires.

Un panorama non exhaustif de ces critiques existantes ou émergentes peut prendre la forme d'une série de questions, qui se sont toutes structurées autour de la contestation de la montée en puissance de l'injonction à la participation :

- La participation n'apparaît-elle pas en effet dans un nombre considérable de cas comme un outil de gestion bien plus que comme un véritable vecteur de politisation ? Les dispositifs expérimentés n'ont-ils pas eu tendance à favoriser des formes très contrôlées de participation d'une part et à

avoir des effets significatifs en termes de sélection sociale d'autre part, de telle sorte que leur impact réel en termes d'émancipation est apparu comme problématique ?

- Les instances participatives ne servent-elles pas d'ailleurs, la plupart du temps, de moyen de désamorcer la critique sociale et les mouvements contestataires ? Ne sont-elles pas conçues et utilisées comme des lieux de co-gestion des problèmes publics et de partage des responsabilités, dans la lignée des exigences du néo-management ?
- La participation ne relève-t-elle que d'une dynamique d'offre, en décalage avec la demande sociale, laissant planer l'ombre d'une nouvelle forme de paternalisme ? Peut-on établir un lien entre la diffusion d'une citoyenneté « participative » et la progression d'un contrôle social d'un nouveau type ?
- Qu'en est-il de l'argument selon lequel la représentation serait encore le vecteur le plus puissant d'intégration sociale ? Ou, à l'inverse, de celui selon lequel l'attention des chercheurs portée à la participation aurait pour effet d'« abandonner » la représentation ?

L'enjeu de cette journée d'études sera précisément de revenir sur ce type de critiques et de croiser les élaborations théoriques qui en ont été proposées avec des recherches empiriques sur des cas concrets de « résistance » à la participation. Cette journée s'inscrit ainsi dans une réflexion critique plus large sur certains impensés de la démocratie participative en questionnant par exemple le présupposé d'une demande sociale de participation et ses limites. Une telle journée d'études a une vocation résolument pluridisciplinaire et vise à confronter des approches relevant aussi bien de la théorie sociale et politique que de la sociologie, de la psychologie sociale, de l'étude sociale des sciences et des techniques, de l'histoire, de l'anthropologie, etc. Nous encourageons dès lors les communications qui aborderont la problématique de la critique de la participation en s'inscrivant dans un des axes suivants, ou à l'intersection de plusieurs d'entre eux :

- La participation entre idéal démocratique et ambivalence des pratiques ;
- La demande sociale de participation et ses limites ;
- Formes de la résistance à l'impératif participatif ;
- La participation et ses effets sur les mouvements sociaux ;
- Impératif participatif, stratégies managériales et néolibéralisme ;
- Participation et formes contemporaines de gouvernementalité.

Comité d'organisation :

Guillaume Gourgues, ATER – IEP Grenoble
Alice Le Goff, MCF – Université Paris Descartes
Sezin Topçu, CR – Cems, CNRS

Renseignements pratiques :

Propositions de communication d'une page maximum à envoyer avant le 15 septembre 2011 à
alice.le-goff (at) parisdescartes.fr

Réponse du comité scientifique le 15 octobre 2011.

Il sera demandé aux intervenants retenus d'envoyer un texte complet avant le colloque. Les voyages seront pris en charge.

Comité scientifique :

- Loïc Blondiaux - Université Paris I
- Daniel Cefaï - Cems, Ehess
- Jean-Michel Fourniau - IFSTTAR
- Christian Lazzeri - Sophiapol, Université Paris Ouest
- Laurent Mermet - AgroParisTech (sous réserve)
- Catherine Neveu - CNRS, Ehess
- Marion Paoletti - Université Bordeaux IV
- Dominique Pestre - Centre Koyré, Ehess
- Sandrine Rui - Université Bordeaux II
- Sabine Saurugger - Pacte, IEP Grenoble (sous réserve)
- Patrick Savidan - CRHIA – Université Poitiers (sous réserve)